4e ANNEE (2e Série). — N° 521.

SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1919.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
12, Rue Feydeau, 12
PARIS (2e Arrt)
TÉLÉPHONE : Central 07-47
ADR. TÉLÉGRAPHIQUE : Nalpopul-Paris
DIRECTEUR POLITIQUE
JEAN LONGUET
DIRECTEUR LITTÉRAIRE :
HENRI BARBUSSE
RÉDACTEUR EN CHEF :
PAUL FAURE

Le Populaire de Paris.

Journal Socialiste du Soir

L'Union des travailleurs fera la paix du monde.
ANATOLE FRANCE

10 CENTIMES LE NUMÉRO

ABONNEMENTS :	3 mois	6 mois	1 an
PARIS (Seine et S.-et-O.)	7 fr.	13 fr.	25 fr.
DÉPARTEMENTS	8 fr.	15 fr.	28 fr.
ÉTRANGER	10 fr.	18 fr.	35 fr.

ABONNEMENTS AU NUMÉRO SPÉCIAL DU SAMEDI :	6 mois	1 an
PARIS ET PROVINCE	4 fr.	6 fr.
ÉTRANGER	6 fr.	8 fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste

Publicité aux Bureaux du Journal

Grand débat sur la Réforme Electorale

L'APPEL DES Indépendants

L'a-t-on suffisamment signalée à l'attention du prolétariat socialiste, cette lettre des indépendants d'Allemagne dont notre ami Granvallet a donné lecture dimanche aux membres du Congrès national ? En a-t-on suffisamment relevé le sens et l'importance ? Il importe de la relire à l'heure où, dissipées les fumées du combat, nous avons à reprendre notre action quotidienne et, sans rien oublier d'un passé encore tout chargé de vie, à nous préoccuper avant tout des réalisations de l'avenir.

J'ai la plus grande confiance dans les Indépendants d'Allemagne. Entre le vieux parti historique — accablé sous le faix des responsabilités qu'il a assumées — et dont il ne peut se dégager — et les communistes dont l'heure, malgré tout, ne paraît pas venue et que leur insurrectionnalisme condame à ne sortir de la phrase révolutionnaire que pour entrer dans les hasards obscurs du coup de main, les indépendants occupent une position à peu près intermédiaire qui pourrait bien, dans le moment présent, être la position juste. Ils ont avec eux des hommes qui, comme Haase, comme Kautsky, les affilient étroitement à ce qu'il y avait de meilleur et de plus loyal dans la tradition du socialisme démocratique d'avant 1914. Ils ont avec eux des hommes dont la haine de la guerre a fait des socialistes et qui apportent au Parti la vigueur généreuse de leur idéalisme. Ils ont avec eux, enfin, des communistes authentiques qui, théoriquement d'accord avec les hardies phalanges spartakistes, n'ont pas cru devoir se détacher d'un parti qui représente une force d'organisation et qui dispose de moyens d'action auxquels les spartakistes n'ont guère à opposer jusqu'ici que l'âpreté de leur mysticisme révolutionnaire et la grandeur de leur esprit de sacrifice.

Si l'unité du socialisme allemand qui faisait autrefois l'admiration générale — car ceux-là mêmes en étaient frappés, qui ne suivaient aveuglément ni toute la doctrine ni toute la pratique de ce grand parti glorieux — si l'unité socialiste en Allemagne n'est pas irrémédiablement une utopie à l'unique usage du vieux Bernstein, elle ne pourra être restaurée que par les indépendants. Y songent-ils, à cette restauration unitaire ? C'est possible, l'unité socialiste étant toujours et partout un bien — un bien qu'il faut poursuivre lorsqu'on en est privé et qu'il faut conserver à tout prix lorsqu'on a la chance de le posséder... Avant que l'unité soit rétablie toutefois, en cette Allemagne bouleversée par la défaite, que d'obstacles devront être franchis !

En attendant, c'est au rétablissement de la paix et de l'unité au sein de l'Internationale que songent les Indépendants :

« Nous devons, disent-ils dans leur lettre, nous efforcer de rapprocher les uns des autres les partis socialistes révolutionnaires de tous les pays, dans le but de nous unifier en vue d'une action commune efficace.

« Dans cette intention, nous nous adressons de nouveau au Parti social-démocrate français dont la grande majorité se place sur le même terrain que nous. Nous vous prions de nous soutenir dans nos tentatives. »

L'appel de Crispien et de ses amis trouvera d'autant plus d'écho dans les rangs de la nouvelle majorité française qu'il s'inspire tout ensemble des deux ordres de préoccupation qui nous sont le plus familières : préoccupation morale des principes, préoccupation technique de l'unité.

Il y a actuellement dans le monde deux Internationales, alors qu'il devrait n'y en avoir qu'une, pour la simple raison qu'il n'y a qu'*un socialisme* et qu'il n'y a qu'*un prolétariat*. Entre les deux, ce n'est pas encore tout à fait la guerre ; ce sont les rivalités qui préludent à la guerre. Dans chacun des partis qui continuent d'adhérer à l'Internationale de Bruxelles, il y a des fractions numériquement grandissantes qui requièrent l'entrée immédiate à l'Internationale de Moscou, tandis que d'autres fractions, ou bien combattent cette entrée à cause de sa signification trop révolutionnaire, ou bien se désintéressent du litige. En France, l'adhésion à la troisième Internationale fera vraisemblablement l'objet du principal débat de notre prochain Congrès. Raison de plus pour que, dès maintenant, la question soit traitée comme elle doit l'être, comme une question de politique prolétarienne et non comme une affaire sentimentale ou symbolique.

Si je croyais, avec notre jeune camarade Raymond Lefebvre — dont j'ai sous les yeux la brochure toute brûlante d'une sorte de fièvre printanière — que les deux Internationales s'excluent et que l'une, devant l'autre, doit « abdiquer sans phrases » — sans phrases, ô Raymond Lefebvre, quelle idée vous faites-vous d'un parti comme le nôtre où la parole est d'or bien plus que le silence ! — si je croyais cela, je n'hésiterais pas à me prononcer pour la troisième Internationale, pour l'Internationale de Moscou. Mais l'affirmation de Lefebvre n'est qu'une affirmation ; il reste à la démontrer. Il n'y a pas une Internationale du Diable et une Internationale du Bon Dieu, il y a deux Internationales également humaines et donc également faillibles, dont l'une a commis des fautes que l'autre, qui n'existait pas, eût été bien en peine de commettre.

Et il ne suffit pas de dire : « Hors la seconde, pas de salut ! », il faut encore que l'adhésion à la seconde ne soit pas parmi nous une occasion de déchirements et de ruptures. Plutôt donc que de dire que les deux Internationales s'excluent, ne vaudrait-il pas mieux les considérer l'une et l'autre comme les deux fractions d'un tout dont le rapprochement et la fusion s'imposent ? Pour moi, mon parti est pris. Avec Crispien et nos amis d'Allemagne, je suis pour l'unité de l'Internationale réalisée dans l'absolu respect des principes socialistes et dans l'indifférence des personnalités et des sectes. Je suis pour une Internationale qui ne sera pleinement ni la deuxième ni la troisième, qui sera au besoin l'Internationale tout court, deuxième par la lettre mais troisième par l'esprit !

Cette Internationale n'existe pas encore, c'est à la créer qu'on nous invite. Il appartient à la C. A. P. de donner à la proposition Crispien la réponse qu'elle comporte. Qu'on fasse vite ! A la veille peut-être d'assumer les plus grandes responsabilités de l'histoire, le prolétariat socialiste a mieux à faire qu'à se quereller sans issue sur le numéro de l'Internationale qu'il faut considérer comme le bon. Il a à restaurer, nationalement et internationalement, son unité et sa discipline, sur la base du programme qu'il tient du *Manifeste communiste* et en dehors duquel il n'y a que pantalonnades petites-bourgeoises et fariboles réformistes.

L'appel des indépendants d'Allemagne nous offre le moyen de refaire immédiatement cette Internationale vivante, une et disciplinée, sans laquelle nous irons au combat aux trois quarts désarmés. Quelle grande faute serait commise si nous n'y répondions pas dès demain !

Amédée DUNOIS.

AU CONGRÈS CONFÉDÉRAL

L'IMPRESSION FAITE par les discours "minoritaires"

LE DISCOURS DE MONATTE

La grosse intervention du jour a été celle de Monatte, dans la matinée.

Son discours, fait de documentation précise et de dialectique serrée, a évidemment produit sur le Congrès une profonde impression, et l'ovation que lui firent à sa descente de la tribune ses camarades de tendance ne provoqua pas de manifestation contradictoire de la part de la majorité.

Au cours de cette journée, quelques idées particulièrement intéressantes furent émises devant le Congrès, à côté de la critique et de la défense du bureau confédéral, et qu'il convient de noter.

C'est d'abord l'appel de Mary-Rolland en faveur de l'action auprès des travailleurs des campagnes.

C'est ensuite les déclarations de notre ami Loriot qui amorça le problème que je posais hier à cette place : le problème de l'identité de l'action révolutionnaire socialiste et de l'action révolutionnaire syndicaliste.

« Le syndicalisme, a-t-il dit, c'est l'action quotidienne pour l'obtention de satisfactions corporatives immédiates : le bureau confédéral n'a poursuivi que cette seule action et il l'a poursuivi par la collaboration des classes et non par la lutte des classes.

« Mais cette action-là est insuffisante, ajoutait-il ; il faut qu'elle soit continuée par l'action révolutionnaire qui, d'ailleurs, déborde les cadres des organisations économiques et s'étend au terrain politique et au prolétariat tout entier. »

Et, au fond, ne serait-ce pas là le véritable fond du débat qui passionne en ce moment les milieux syndicalistes ?

Si, comme nous le pensons, bâtissant notre jugement sur les renseignements imprécis qui nous viennent de là-bas, Lénine et ses amis construisent la cité socialiste que Karl Marx fixait comme but à la société en évolution, cette vérité devra s'imposer à la pensée de tous les militants du syndicalisme révolutionnaire : que le Parti socialiste, expression politique de la classe ouvrière, poursuit sur le terrain politique la même besogne que le syndicalisme poursuit sur le terrain économique.

Et alors l'exemple du prolétariat italien, mêlant intimement action syndicale et action socialiste, s'imposera comme une nécessité au prolétariat français.

Il est une autre affirmation qui fut apportée à la tribune par les orateurs des deux tendances, à savoir que le succès grandissant des organisations syndicales, le nombre considérable de leurs adhérents sont moins dus à l'intérêt porté par la classe ouvrière aux questions sociales d'ordre général qu'à l'intérêt personnel poussant chacun des prolétaires vers l'action efficace des foules organisées.

L'unité des déclarations atteste la vérité du fait.

Et c'est là ce qui explique pour une large part la disproportion entre les effectifs de la C. G. T. et ceux du Parti socialiste.

C'est, qu'en effet, le Parti socialiste s'élevant au-dessus des intérêts corporatifs et ne se fixant pas d'autre but que la Révolution sociale, que la remise plus ou moins prochaine des moyens de production aux mains des travailleurs, ne peut attirer à lui que les prolétaires conscients du devoir qu'ils ont de se hausser à la conception de l'intérêt général du prolétariat, sans avantages immédiats pour eux-mêmes.

Voilà, pour les militants du mouvement ouvrier, un bon sujet de méditation, et Loriot avait raison de dire au bureau confédéral que le devoir des dirigeants syndicalistes n'était pas de « *spéculer* » sur cette conception étroite de l'intérêt particulier qui anime encore les masses ouvrières, mais au contraire de la combattre par une propagande incessante.

Et je pense que dans nos sections du Parti, nous ne faisons pas autre chose que cette besogne d'éducation prolétarienne !

Eugène FROT.

L'INTERVENTION DE TOMMASI

L'année dernière, au Congrès confédéral, l'on ne connaissait guère le talent de Tommasi.

Le jugement général sur son intervention est exactement reflété dans les lignes d'un journal de Lyon : *Le Rhône* : « La riposte ne se fait pas attendre. C'est Tommasi, de la voiture-aviation, membre de la C. A. de la C. G. T., qui « attache le grelot ». Et comment ! Puis : « M. Tommasi est un excellent orateur. *C'est le plus éloquent et le plus redoutable adversaire de Jouhaux*, et c'est le plus documenté. »

En effet, il y va à fond, clairement, posément. Il explique donc comment, selon lui, il est obligé de ne pas s'associer avec la C. A. et le bureau confédéral, et pourquoi il votera contre le rapport moral.

Tous les délégués l'écoutent avec une attention concentrée.

Les travaux du Congrès furent donc bien entamés sur leur véritable terrain, et que l'on ne vienne pas dire que Tommasi « *a parlé pour ne rien dire* », car de l'avis de tous les délégués, il a éclairé les débats après en avoir nettement posé les principes.

GUÉ,
Secrétaire de la voiture-aviation.

LE CONGRÈS de la Voiture-Aviation

Le Congrès de la voiture s'ouvre le vendredi 12, dans une des salles de la Bourse du Travail de Lyon, sous la présidence, pour la première journée, du camarade Dayre, secrétaire du Syndicat de la voiture de Lyon, qui souhaite la bienvenue aux délégués de province.

Le secrétaire de la Fédération, Gué, qui est secrétaire par intérim, le camarade Becker, secrétaire de la Fédération, étant toujours en prison, au nom des délégués, lui envoie et par dépêche le salut fraternel du Congrès, de même qu'aux camarades du Mans qui sont en grève et qui n'ont pu être représentés directement.

Après vérification des mandats, vingt-six Syndicats sont représentés.

Gué lit un rapport par lui préparé, qui explique ce qu'a fait la Fédération depuis le Congrès de 1918, l'attitude qu'elle a eue et le résultat obtenu du fait que depuis le mois de janvier 1919 elle a grossi de trente syndicats.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Le rapport financier est également adopté.

Ensuite, la discussion continue sur la réorganisation de la Fédération pour que son action soit toujours constante et plus forte. Pour cela, il y faut un secrétaire-trésorier permanent. Le principe en est voté à l'unanimité.

Mais il faut en nommer un. Cependant Becker étant toujours en prison, le Congrès décide que Gué continuera comme permanent à remplir la fonction comme intérim jusqu'à ce que Becker soit libre.

Le journal l'*Ouvrier* devra reparaître au plus tôt et chaque Syndicat devra en prendre tous ses membres et pour la propagande.

L'augmentation du timbre fédéral étant nécessaire, le timbre est porté à 0 fr. 45 par membre et par mois pour les camarades hommes et 0 fr. 30 pour les femmes, et entrera en application au 1er janvier 1920.

Pour donner plus de force à la Fédération, il est désigné trois délégués régionaux : Dayre, de Lyon ; Delort, de Bordeaux, et Texier, de Rennes, qui seront adjoints au Comité fédéral et seront convoqués au moins trois fois par an à une réunion du Comité fédéral.

Pour terminer le Congrès, le camarade Tommasi, délégué de la Fédération et membre de la C. A. de la C. G. T., rend compte de son mandat. Son exposé prend toute une séance. Sa conduite est chaleureusement approuvée et une confiance illimitée lui est accordée.

L'Affaire Caillaux et la Haute-Cour

Le mauvais coup qui se prépare

A quelle date s'ouvrira la première audience de la Haute Cour devant laquelle M. Caillaux est déféré, par la commission sénatoriale d'instruction, sous la double et redoutable inculpation d'attentat contre la sûreté de l'Etat et d'intelligences avec l'ennemi ?

Voici ce que l'on peut répondre :

La loi constitutionnelle, qui a réglé la forme et le fonctionnement de cette « Chambre » de justice, donne au président du Sénat des droits souverains, notamment celui de fixer le jour et l'heure de son ouverture.

Qui peut le plus peut le moins. M. Antonin Dubost n'est pas homme à assumer consciemment la pleine responsabilité de ses prérogatives. C'est pour s'en dépouiller qu'il se propose de réunir le Sénat très prochainement et de lui demander un avis sur la date à laquelle il lui conviendrait de se constituer en Haute Cour.

On croit savoir que bon nombre de sénateurs seraient disposés à fixer vers la mi-novembre l'ouverture de la première audience, époque à laquelle la campagne électorale battrait son plein. On dit aussi que, par contre, la plupart d'entre eux éprouvent une vive répugnance à pousser ensuite à fond les débats du procès et qu'ils seraient bien aises d'en laisser la responsabilité à l'assemblée qui leur succédera.

Dans ce cas, on se contenterait d'ouvrir publiquement l'affaire dans la première audience, de la mettre, pour ainsi dire, en branle. Cette première audience serait remplie par l'interrogatoire d'identité et la lecture de l'acte d'accusation dressé par le procureur général. Puis l'affaire serait renvoyée à une date assez lointaine pour que le nouveau Sénat en prenne la suite.

Dans l'intervalle, l'accusé serait ainsi marqué d'une sorte de tache d'infamie dont il ne pourrait se laver que plus tard, dans l'hypothèse où le nouveau Sénat aurait plus de conscience, de clairvoyance et de liberté que le Sénat actuel.

Le gouvernement compte évidemment sur la lâcheté des *vieux domestiques* du Luxembourg pour réussir ce premier mauvais coup.

C'est bien le qualificatif qui convient à la majorité de ces parlementaires aveulis que l'on voit béer aux moindres paroles du Tigre.

M. Maurel.

LE SOCIALISME ET LE TRAITÉ DE PAIX

L'avouerai-je ? Ce n'était pas sans quelque appréhension que j'allai hier à la Chambre assister aux débuts de tribune de Jean Longuet. Des adversaires sans honneur ont répandu autour de notre ami une telle atmosphère de passion et de haine que l'on pouvait craindre, d'une part, chez l'orateur une émotion fort excusable qui lui eût enlevé une parti de ses moyens, et d'autre part l'obstruction violente de la grande majorité des députés qui ont accepté contre nous, plus particulièrement contre Longuet, les plus grossières calomnies et les plus infâmes accusations.

Rien de cela ne s'est produit. Le député de Sceaux est jusqu'au bout resté très maître de lui, de ses nerfs comme de sa pensée. Et à part quelques insolences sans effet d'un monsieur Josse et du colonial Outrey, la Chambre a écouté, parfois avec un visible intérêt, l'exposé solidement charpenté, nourri de faits et de précisions, et d'une haute tenue politique et sociale, de notre camarade.

La question posée était nette et précise : le socialisme français n'accepte aucune responsabilité dans le traité de paix. Il fallait en dire les raisons. Ce n'était pas chose facile, dans cette Chambre bassement et bêtement chauvine, je prie mes lecteurs de le croire.

Jean Longuet s'en est heureusement sorti, servi par ses connaissances solides de la situation internationale et par le courage que chacun lui connaît.

La guerre a ruiné la France. Qu'a-t-on fait pour mettre en commun les ruines, de façon à ce que les pays enrichis, comme les Etats-Unis et l'Angleterre, aident les autres à se relever plus vite ?

On avait dit qu'on se battait pour faire triompher dans le monde le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Où donc ce principe est-il appliqué par les vainqueurs ? Qu'est-ce que cette annexion camouflée de la rive gauche du Rhin ? Que fait-on de l'Irlande, de l'Egypte, de l'Inde ; que faisons-nous dans nos propres colonies ?

Et la dernière des guerres, la fin du militarisme ? Personne plus n'en parle, on balkanise toute l'Europe et, pour briser la révolution ouvrière allemande, on permet à Noske d'avoir une armée prétorienne qui pourra rétablir demain les Hohenzollern et l'hégémonie prussienne, comme on a aidé l'armée roumaine à anéantir la révolution hongroise et à redonner confiance et espoir aux hobereaux magyars.

Le traité de Versailles abroge celui de Brest-Litovsk, et c'est très bien. Mais quelle politique les Alliés suivent-ils à l'égard de la Russie des Soviets ? La même que celle des gouvernants allemands à l'époque de leur victoire, plus accentuée peut-être encore dans le sens de la réaction et du crime. On fait la guerre à la Russie, on arme et subventionne les sinistres aventuriers Koltchak et Denikine, on affame par le blocus les populations de l'immense Etat moscovite. Ainsi la France se déshonore et augmente par cette politique de démence la détresse générale et les souffrances de son propre peuple.

A diverses reprises, MM. Wilson et Lloyd George ont cherché à se sortir de l'aventure russe. Ils n'y ont pas réussi à cause surtout de l'opposition rencontrée sur les bancs du gouvernement de la République française.

Ici, l'exposé de Longuet s'est fait pressant, son réquisitoire impitoyable a passé sur une Chambre curieuse à observer, dont les applaudissements socialistes soulignaient le silence et la gêne.

MM. Clemenceau et Pichon ont tenté quelques dénégations. Ce fut en vain. Longuet lut des textes précis, s'en référa à des témoignages indiscutables. Le siège des hommes de bonne foi était fait.

C'est la réaction la plus ignominieuse qui gouverne chez nous, pour le malheur de la France et de l'Europe.

Mais en face de la malfaisance du pouvoir de classe qui sévit, le socialisme affirme fièrement son idéal de paix et d'humanité.

Jean Longuet en a été, à la séance d'hier, l'interprète courageux. Le prolétariat français et international lui en sauront gré.

Paul FAURE.

LA CHAMBRE

(*Séance de ce matin.*)

A l'heure où nous mettons sous presse, un grand débat se développe à la Chambre sur la réforme électorale.

Après une vive intervention de Varenne, M. Pams, ministre de l'intérieur, est monté à la tribune et s'est prononcé contre la réforme.

M. de Monzie a alors reproché à la Chambre de se laisser manœuvrer par le gouvernement.

Puis M. Aristide Briand, soutenu par la quasi-unanimité de la Chambre, s'est élevé avec une grande force contre la manœuvre gouvernementale.

En dernière minute, nous apprenons que M. Pams répond à M. Briand.

PIERRE LENOIR, TOUJOURS VIVANT fait des révélations

Une nouvelle étonnante fut connue ce matin. Alors que tous les journaux d'information annonçaient que Pierre Lenoir devait être fusillé à cinq heures, on sut qu'il n'en avait rien été.

Voici ce que dit à ce sujet un rédacteur de *Paris-Midi* :

Quand le commandant Jullien entra dans sa cellule, Lenoir le reçut avec courtoisie. Il ne parut pas surpris et déclara avec calme :

— Avant de mourir, j'ai des révélations à faire. Je demande à parler en présence de Me de Molènes.

Le greffier prenait note des révélations de Lenoir. Une petite discussion s'engagea entre le commissaire du gouvernement et Me de Molènes.

Le commandant Jullien était perplexe. On téléphona immédiatement au gouvernement militaire de Paris. C'est à la suite de cet incident qui se rapporte à certaines affaires en cours que le commandant Jullien, après avoir pris l'avis de ses chefs différa l'exécution.

Lenoir, un peu pâle, épuisé par le grand effort qu'il vient de faire, se transporte au greffe. On lui donne un verre d'eau. Il boit avidement. Me de Molènes attend, les avocats qui veulent voir d'autres détenus attendent, les prisonniers qui doivent être libérés attendent, les docteurs attendent, les journalistes attendent, les chauffeurs attendent. L'existence de la prison est suspendue.

Le commandant Jullien ne revient pas. Lenoir, l'œil fixe, perdu dans un rêve tragique, regarde devant lui comme si la vision du poteau de Vincennes, qu'il ne verra pas aujourd'hui, venait soudain de se dresser.

Puis, une lueur d'espoir parut dans son regard. Il semble souhaiter la bienvenue à ce jour radieux qui n'éclaire pas son cadavre.

Le commandant Jullien est revenu environ trois heures après son départ à la prison de la Santé.

Des ordres ont été donnés pour surseoir à l'exécution.

L'aumônier déclare que l'attitude de Lenoir a été courageuse.

On affirmait aussi que ces révélations étaient d'une telle importance qu'elles jetaient un jour tout à fait nouveau sur certaines affaires encore obscures et qu'il fallait s'attendre, d'ici à quarante-huit heures, à un véritable coup de théâtre.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Que veut Lloyd George ?

M. Lloyd George — qui n'est certes pas une personnalité indifférente et dont la carrière offrira sans doute encore de multiples vicissitudes — encombre la presse internationale de ses faits et gestes. Où veut-il en venir ?

Les bruits les plus contradictoires circulent à son propos. Tantôt on nous annonce qu'il va briser la « coalition » et se rapprocher, si possible, du parti ouvrier ; tantôt on affirme qu'il gardera son ministère intact jusqu'aux élections. Il a lancé cette semaine, à millions d'exemplaires, une publication sensationnelle et où il proclame l'effondrement du monde ancien, et lorsqu'il prend la parole en public devant un auditoire qui attend des révélations, il tient un langage d'une banalité exceptionnelle. Il s'exprime comme pourrait le faire n'importe quel candidat à la présidence du Conseil en n'importe quel pays. Son discours de mercredi fut, pour ses amis comme pour ses adversaires, une lourde déception.

La vérité probable, c'est qu'il ne sait pas où il veut aller.

L'Angleterre traverse en ce moment la plus grande crise qu'elle ait subie depuis la fin du dix-huitième siècle, une crise plus intense même que celle du chartisme. Je ne songe point aux scrutins électoraux qui ont eu lieu récemment, quelle qu'en soit la valeur. Voici d'autres indices : les votes du Congrès de Glasgow qui marquent simultanément la rupture du syndicalisme britannique avec le vieux trade-unionisme, la formation d'une conscience de classe plus exigeante et le mécontement d'un prolétariat qui perçoit, pour la première fois peut-être, la raison de ses maux. Il y a les grèves nombreuses et tumultueuses qui se sont succédé depuis l'armistice ; il y a la cassure très nette qui s'est opérée dans la nation entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent pour les possédants.

La grande bourgeoisie anglaise discerne plus ou moins clairement le péril mortel qui pèse sur elle. Ainsi s'expliquent les flottements que trahit sa presse sur toutes les questions, sur la question russe en particulier. Lloyd George nous annonce la fin d'un monde périmé : serait-ce le régime capitaliste qu'il qualifie ainsi ? Mais il est ballotté par le vent dans sa recherche d'un abri sûr et qu'il n'entrevoit plus. Quant à l'alliance avec le Labour Party, il doit savoir qu'elle n'a aucune chance de se réaliser. Le Congrès de Glasgow a condamné à jamais certaines tractations qui ne pourraient être que désastreuses pour le prolétariat.

PHEDON.

Le Traité de Paix devant la Chambre

LE VIGOUREUX DISCOURS DE LONGUET

Notre ami Longuet a prononcé, hier, à la Chambre un vigoureux discours.

Nos lecteurs seront heureux d'en trouver ici les principaux extraits :

Je tiens à exposer les raisons, dit Longuet, pour lesquelles, avec mon parti tout entier, je suis fermement résolu à n'accepter aucune responsabilité dans le traité de paix qui nous est apporté. Ces raisons sont déduites par nous de motifs français autant qu'européens. Aussi protestons-nous bien haut contre la calomnie qui consiste à dire que, si nous repoussons le traité, c'est parce qu'il est trop favorable à la France et trop dur pour l'Allemagne. Non, messieurs, ce n'est pas du tout à ce point de vue que nous nous plaçons.

Nous considérons l'esprit qui anime la paix, je veux dire la paix tout entière, et non pas seulement le traité signé avec l'Allemagne. A cet égard, je m'associerai pleinement aux observations si justes qui ont été soutenues, avec sa prestigieuse éloquence, par notre collègue Viviani. Comme lui, j'aurais voulu que nous eussions à discuter ici tous les traités avec tous les belligérants, et non pas simplement un traité avec l'Allemagne, qui n'est qu'une partie dans un tout. Ce sont tous ces traités de paix, qui seront évidemment animés du même esprit, que je tiens à combattre à raison même des principes directeurs que j'aperçois à leur base.

Je déclare, et mon parti s'est prononcé à cet égard à une majorité formidable, presque unanime, que nous sommes opposés au traité qui est soumis à notre approbation, parce qu'il ne donne pas à notre pays, pas plus qu'à l'Europe, la sécurité, la garantie pour l'avenir qu'on était en droit d'attendre. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Nous ne pouvons pas admettre qu'on nous présente ce traité comme la conclusion logique d'une guerre, dont on a dit qu'elle était la guerre du droit. Ce n'est pas la paix du droit qu'on nous apporte. C'est une paix de force, une paix de violence, qui rappelle toutes celles qui, dans le passé, à travers les siècles, ont terminé les conflits, qui ont jeté les peuples les uns contre les autres. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit. — Exclamations sur un grand nombre de bancs.)

La rive gauche du Rhin

Après avoir réclamé pour tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes, Longuet proteste contre les tentatives d'annexion de la rive gauche du Rhin.

Parlant du rôle des socialistes allemands, Longuet cite en entier le passage

du discours prononcé à Gentilly par Vandervelde et que M. Barthou avait tronqué pour les besoins de sa mauvaise cause.

Jean Longuet. — Contre la violation de la neutralité belge, il n'est pas un socialiste ayant le respect de lui-même et le souci de ses responsabilités, qui ne se soit élevé avec indignation. En Allemagne même, monsieur Barthou, dès le mois de décembre 1914, au milieu des huées, des menaces, prélude de son assassinat, Karl Liebknecht a protesté contre cette violation de la neutralité belge. (Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche. — Bruit.)

Il n'y a pas eu que Liebknecht. Rosa Luxembourg, qui est morte, elle aussi, assassinée, a protesté. Et Ledebour, Bernstein, Oscar Cohn et tous les représentants des socialistes indépendants n'ont pas cessé, à partir du milieu de 1915 jusqu'à la fin de la guerre, de dénoncer le kaiser, les pangermanistes. Les socialistes et beaucoup d'autres ont fait d'innombrables années de prison, monsieur Barthou. Cela ne vous a rien coûté de protester ici. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche.) Pour cela, ils ont souffert dans leur chair, dans leur sang, dans leur vie. (Interruptions au centre et sur divers bancs.)

Longuet rappelle ensuite les protestations des minoritaires allemands contre le coulage du *Lusitania*, contre les gaz asphyxiants.

Ceux qui ont mené, presque depuis le début de la guerre, cette lutte, ont, à la faveur de la défaite, renversé l'empire allemand.

Quelle a été l'attitude de nos gouvernants, de nos classes dirigeantes en face des autres, de ces « socialistes du kaiser » que vous dénonciez si souvent ?

Tout à l'heure, M. Barthou parlait de Noske. J'ai le droit de rappeler que si Noske a encore un million deux cent mille hommes, c'est que vous, gouvernement, vous, majorité bourgeoise, vous l'avez voulu. (Applaudissements à l'extrême gauche.) Vous avez à cette occasion, comme en bien d'autres, sacrifié la sécurité de la France à la sécurité de la bourgeoisie allemande. (Bruit.)

C'est un fait que Noske a un million deux cent mille hommes ; et on lui a laissé ces forces de police et de répression dans une pensée antisocialiste, antiprolétarienne qui a dominé chez vous tout autre souci. (Bruit au centre.)

Longuet s'élève contre l'invasion déguisée du bassin de la Sarre et contre les autres violences que contient le traité de Versailles. Et cela lui vaut les injures imbéciles d'un Lavoinne et d'un Outrey.

Le traité de Versailles, continue Longuet, a annulé celui de Brest-Litovsk, mais c'est là une solution négative.

L'aventure russe

Quelle politique avez-vous en face de la Russie ?

Il rappelle l'affaire de Prinkipo et celle, plus récente, des offres de paix apportées au gouvernement des Soviets par M. Bullitt et acceptées par Lénine.

Dès qu'il connut ces conditions, M. Lloyd George déclara qu'elles lui paraissaient parfaitement acceptables. Puis, par un de ces brusques changements d'humeur, avec cette versatilité charmante que lui connaissent ceux qui l'ont pratiqué, M. Lloyd George déclara du jour au lendemain, à M. Bullitt et aux représentants américains qui insistaient auprès de lui, qu'en présence de la campagne faite par lord Northcliffe et les conservateurs anglais, il ne voulait pas donner de paix à la Russie bolcheviste et qu'il se refusait à achever des négociations si près d'être conclues.

Messieurs, n'est-ce pas là une façon de procéder tout à fait incroyable ? (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Et aujourd'hui, où en sommes-nous ?

Il y a quelques jours, un nouvel incident vient de se produire, sur lequel il n'est pas possible que le gouvernement ne nous donne pas d'explications. Lundi dernier s'est tenue une réunion du Conseil des alliés, à laquelle assistaient, avec M. Clemenceau, M. Lloyd George, l'ambassadeur du Japon, M. Tardieu, le maréchal Foch, et je m'en rapporte au communiqué du journal le « Times ». Dans cette nouvelle réunion, d'après le communiqué donné par le gouvernement anglais lui-même à l'agence Reuter et à tous les journaux de Londres qui l'ont publié en tête de leurs colonnes en caractères énormes, on a approuvé à l'unanimité la politique britannique d'évacuation de la Russie et exprimé l'opposition absolue de la Conférence aux « aventures russes ». Entre parenthèses, il est heureux qu'on commence à s'apercevoir du caractère aventureux de ces entreprises. Et la note anglaise ajoute : « Il est maintenant définitivement établi que les grandes puissances sont décidées à permettre à la Russie révolutionnaire de faire ses propres affaires et de travailler à son salut par les moyens qui lui plairont, avec l'unique restriction que la nouvelle Russie respecte les droits de ses voisins. »

M. le président du conseil. — Voilà un journaliste qui ne gagne pas l'argent de son journal. (On rit.)

Jean Longuet. — Il ne s'agit pas d'un journaliste ; il s'agit de toute la presse anglaise.

M. le président du conseil. — Ils peuvent se mettre à plusieurs.

Renaudel. — Encore un bon mot ! Avec beaucoup de bons mots, nous sauverons définitivement le pays ! (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. le ministre des affaires étrangères. — Je vous ai déjà dit que c'était inexact.

Jean Longuet. — Monsieur Pichon, j'ai déjà eu l'honneur d'appeler votre attention sur cette information communiquée à l'issue de la réunion du conseil des alliés, en vous signalant qu'elle avait paru dans toute la presse britannique et que jusqu'ici pas un mot de démenti ne lui avait été opposé par le gouvernement anglais. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. le ministre des affaires étrangères. — Nous ne pouvons pas démentir toutes les informations inexactes qui paraissent dans la presse.

Alexandre Varenne. — On ne veut pas démentir aujourd'hui, on avouera peut-être dans un mois.

Il faut que nous sachions, dit Longuet en terminant, quelle est la politique que l'on entend suivre à l'égard de la Russie.

Notre ami descend de la tribune, très applaudi à l'extrême gauche.

Les Journaux de ce matin

UN AUTRE DISCOURS

La thèse socialiste a été développée, hier, à la Chambre, par Jean Longuet. Elle l'a été simplement, sobrement, mais avec force. J'ai pensé au discours tapageur et pompier de M. Viviani et à ses métaphores somptueuses. Parfois elles sont dangereuses, les métaphores ! M. Viviani a plongé les pieds de la France dans le sang et hissé la tête de notre pays plus haut que le ciel. Rouge en bas, bleu en haut, avec une rose blanche sur le nombril, ça ferait les trois couleurs du drapeau. Mais je me suis souvenu que le même Viviani avait jadis éteint les étoiles du ciel. En sorte que la France a eu, selon lui, la tête dans des régions singulièrement obscures pendant la guerre. Longuet a apporté de la clarté.

Mes lecteurs liront avec intérêt les commentaires de la presse.

Daniel Renoult (*Humanité*) marque l'importance de ce discours :

Avec autant de courage que d'adresse, Jean Longuet a exposé devant les députés bourgeois toutes nos thèses maîtresses sur les problèmes de la paix, et, sans diminuer la valeur des interventions socialistes précédentes, on peut dire que c'est lui qui a exprimé la pensée d'ensemble du Parti socialiste.

Boris Souvarine (*Journal du Peuple*) est satisfait, et son hommage est presque sans réserve :

Tous les socialistes feront trêve un moment à leurs légitimes polémiques doctrinales pour se féliciter d'avoir eu à la Chambre un porte-parole pour exprimer, sinon complètement, du moins en grande partie, leurs sentiments et leurs convictions sur le nouveau traité de Brest-Litovsk que les parlements bourgeois vont ratifier.

Varenne (*Politique*) n'a pas l'air de donner son adhésion de très bon cœur. Allons, camarade, fleurissez votre barbe d'un aimable sourire, voyons :

Elle n'avait rien de subversif, la pensée de Longuet, telle du moins qu'il l'a exprimée hier. C'est le discours d'un internationaliste à la vieille mode, d'un quarante-huitard impénitent. Ce prétendu précurseur a parlé comme une vieille barbe, comme ces « citoyens du monde » qui embrassaient le genre humain tout entier d'un regard attendri. Rien de particulièrement choquant dans ses paroles, même pour des oreilles passionnément françaises.

La *Vérité* souligne l'incident grave concernant la politique alliée en Russie :

M. Jean Longuet a, au milieu du déchaînement de ses adversaires, fait entendre une voix qui, de très haut, a dominé ce débat puisqu'elle était l'écho de celle des peuples.

Avec une courtoisie parfaite, il a fait la critique socialiste des clauses impérialistes du traité et il a posé au gouvernement des questions auxquelles il lui a été impossible de répondre, à propos de la Russie des Soviets, ni sur l'affaire Bullitt, ni sur l'abandon de l'aventure russe, le gouvernement n'a pu opposer le moindre démenti. Cela était grave.

Dans le *Rappel*, M. Camille Devilar confesse qu'il est incapable de juger sainement :

Pour juger sainement l'intervention de M. Jean Longuet dans la discussion du traité de paix, il faudrait s'élever très haut au-dessus des passions politiques, si vives à l'heure actuelle ; il faudrait se dégager de l'ambiance redoutable dans laquelle nous vivons et tenter œuvre de philosophe, non pas de journaliste.

Pourquoi dès lors M. Devilar qui n'est que journaliste se livre-t-il à des considérations malveillantes ? Quand on commence par proclamer son incompétence de jugement, on va se coucher, ou faire une locale pour son canard.

L'*Eclair* observe que l'intervention de notre ami suscitait un vif intérêt :

M. Jean Longuet à la tribune ! On n'avait jamais vu cela. Qu'allait-il se passer, bons dieux ? M. Charles Benoist ironisait avec un peu d'angoisse, car, au fond, M. Charles Benoist est un timide. M. Marcel Cachin promettait des merveilles, dont M. Ponsot paraissait douter, et M. Charles Bernard, costumé en prévôt miniature, n'annonçait rien de moins que des scènes scandaleuses...

— Il ne pourra pas parler, vous dis-je !
— Il parlera...
— Parlera pas...

Bref, les couloirs, à la seule annonce de ce discours, s'étaient mis en fièvre.

L'*Homme Libre* est perfide :

M. Longuet s'intéresse moins spécialement à la France qu'à l'Europe tout entière. Il a la noble intention d'éviter aux enfants des combattants d'hier le spectacle et les douleurs d'une guerre nouvelle. Tout le monde respecte ses intentions. Reste à savoir comment il faut s'y prendre pour éviter le retour de tels événements...

Ce n'est fichtre pas en laissant aux gouvernements des peuples de sinistres gâteux à la Pichon et à la Clemenceau représentant les intérêts des impérialistes, pour qui la guerre devient parfois une nécessité.

Les journaux réactionnaires sont plutôt gênés. Cela ressort nettement de ce que dit, par exemple, l'*Echo de Paris* :

Cet incendiaire pratique remarquablement le style pompier. Des idées, je ne dirai rien. On les connaît. M. Longuet, pour faire passer quelques-unes de ses formules, en a ouaté les violences et les a habillées de modération.

J'avais hâte, l'avouerai-je (chacun a ses vices) de parcourir l'*Action Française*. Le gros Daudet demande qu'on conduise M. Paul-Meunier à Vincennes. Mais Maurras a fait une longue pissote :

Allons-nous en finir avec le règne de la Bête ? M. Viviani ne représentait pas mal avant-hier la Bête oratoire. Mais Jean Longuet, lui, c'est la bête toute pure : ni talent, ni présence d'esprit, pas même de la gueule. Et c'est ça qui essaye d'agiter le pays depuis quatre ou cinq ans.

Et ce solennel crétin qui se figure que la France va placer sur un trône le descendant syphilitique des rois, conclut ses considérations sur le traité :

Au travail, messieurs du Conseil d'Etat. Si celui de la République n'en vient pas à bout, on s'adressera à celui du Roi.

Voilà pourquoi on aurait fait la guerre : rétablir en France le sceptre du roi, le goupillon du curé et le sabre du militaire d'église, de cour et de basse-cour ! Oui, eh bien, qu'on essaye un peu pour voir. Le peuple de France est évidemment bas puisqu'il tolère ses maîtres bourgeois. Mais de la réaction politique s'ajoutant à ça ? Maurras y croit peut-être, lui. Il est le seul. Daudet rigole, lui. Il croit au roi comme Maurras croit au sacré-cœur de Jésus ou à la vénalité du *Populaire*.

BROTTEAUX.

Les Amis du *Populaire*

Comité central. — Réunion de la commission exécutive aux bureaux du journal, ce soir, à 20 h. 30. Présence nécessaire de tous.

13e *arrondissement.* — Les camarades du 13e ont décidé de se réunir ce soir, au 117, boulevard de l'Hôpital, pour reconstituer un groupe d'amis. Tous les travailleurs du 13e doivent répondre présent ! Formation d'un bureau.

20e *arrondissement.* — Tous les camarades adhérents aux groupes d'amis sont invités à assister à la réunion de la gauche de la section qui aura lieu dimanche matin, salle Ratier, à neuf heures du matin, 31, rue Pelleport. Désignation des candidats aux élections.

Antony. — Les camarades se réuniront samedi soir, 78, route d'Orléans, pour la formation d'un groupe d'amis. Tous les travailleurs sont cordialement invités à cette réunion. La presse socialiste a besoin de vivre, et les camarades doivent se serrer les coudes à la veille de la consultation électorale du pays. Causerie par le camarade Chanfreau.

LES SPORTS

FEDERATION SPORTIVE DU TRAVAIL
P. S. — C. G. T. — F. N. COOP.
COMITE REGIONAL DE LA SEINE

CONVOCATIONS

Liberty A. C. — Permanence : de 18 à 20 heures, rue de Bretagne 49 (adhésions, cotisations, renseignements).
Football : entraînement à 20 heures, r. v., rue de Bretagne.
Commission administrative : à 21 heures.
C. S. J. S. du 12e — A 20 h. 30, entraînement à la course à pied, 105, boulevard Poniatowski.
Club Sportif de la Jeunesse du 15e. — 20 h. 30, 117, boulevard de l'Hôpital. Entraînement, boxe, saut, poids.
C. A. S. Egalitaire. — 20 h. 30, rue de Sambre-et-Meuse, 17. Réunion du bureau et des commissions.
C. A. S. (18e arrt.). — A 8 h. 30, salle Garrigues, 20, rue Ordener. Entraînement : saut, boxe, éducation physique. Communication importante en vue d'un interclubs prochain.
C. A. S. 20e. — Entre 17 h. 30 et 19 h., entraînement à la natation. Piscine Oberkampf, rue Oberkampf. Se munir de la carte.
Club Sportif ouvrier Boulogne. — Entraînement à la boxe et culture physique à 8 h. 30, boulevard de Strasbourg, 125.
Education physique populaire gervaisienne. — 20 heures, au stand, place de la Mairie. Gymnastique.
C. S. du Kremlin-Bicêtre. — Ce soir, réunion à la mairie. Entraînement à la boxe, lutte, course à pied, cotisation.
Club Sportif Socialiste de Stains. — A 20 h. 30, chez Huard, place de la Mairie, formation du bureau.
J. O. S. de Montrouge. — 20 h. 30, salle de la Coopérative, rue du Marché, 10, culture physique par le professeur Pagès.

AUX COURSES

LA REUNION D'ENGHIEN

Le prix des Dombes a été mouvementé. La chute de Revolt et la dérobade de La Meurthe ont assuré une victoire facile à Baby Girl, qui l'emportait aisément sur Chartreuse Verte.

Héros XII a fourni une course superbe dans le prix du Doubs, menant de bout en en bout et gagnant facilement.

Les gagnants des autres épreuves ont été : Le Stiff, Cambay et Odin III.

Parmi les partants de la réunion de cet après-midi, à Saint-Cloud, nous choisissons : Fatalitas et Premier Choc, Fiesole et Strepera, Gnôme et La Moisanderie, Rainfall et Danois II, Bassan et Shady, Ricabourg et Sunny. — J. BLOCH.

La Vie ouvrière

CONVOCATIONS

LE PARTI

12e Section. — 20 h. 30, rue Pleyel, 4 bis. Ratification des candidats.
12e (Jeunesse). — 20 h. 30, rue Pleyel, 4 bis. Réunion des différentes commissions.
14e Section. — 1° A 20 h., rue du Château. Commission à la candidature ; 2° à 20 h. 30, réunion de section : organisation de la réunion de dimanche où seront désignés les candidats aux élections législatives et municipales.
15e Saint-Lambert. — 20 h. 30, salle Georges, 37, rue Olivier-de-Serres. Causerie, par F. Caussy, sur les Soviets.
18e Clignancourt. — 20 h. 30, rue Ramey, 46. Dépôt des candidatures.
19e Amérique. — 20 h. 30, rue Lassus, 3.
20e Belleville-Fargeau. — 8 h. 30, rue Plat, 28. Concentration.
Arcueil-Cachan (Jeunesse). — 20 h. 30, rue des Ecoles, 3. Le Darwinisme, par Froment.
Charenton (Union des Sections). — 14, Grande-Rue. Commission des fêtes.
Clichy (groupe artistique). — 60, rue de Paris. Répétition, artistes seulement.
Fontenay-sous-Bois. — 20 h. 30, au Casino du Parc, rue du Parc, 15. Conférence par Louise Saumoneau.
Gentilly (Jeunesse). — 20 h. 15, salle du Patronage laïque.
Ivry (Jeunesse). — 20 h. 30, rue du Parc, 74. Conférence par Coblentz.
Le Bourget. — 20 h., salle Vaugelade, place de la Mairie.

FEDERATION DE SEINE-ET-OISE

Versailles. — 20 h. 30, rue de Limoges, 3. Causerie par Billard.

LES SYNDICATS

Bijou (Section des émailleurs). — 18 h. 30, au siège. Commission.
Briquetiers-potiers (Section de Villejuif). — 17 h. 30 rue de la Pompe, 15.
Boulangers (Saint-Denis). — 16 h., rue Suger, à la B. du T., de Saint-Denis.
Boulangers (Vincennes). — 16, rue de Fontenoy, 93, à Vincennes.
Hôtels, cafés-restaurants (Section limonadiers-restaurateurs). — 14 h. 30, à la Permanence. Section des limonadiers-restaurateurs.
Instruments de précision (machines à écrire). — 20 h. 30, B. du T., assemblée générale.
Laveurs et graisseurs de voiture. — 9 h. matin, rue des Entrepreneurs, 20. Réunion pour Grenelle-Javel, tous les dépôts et garages.
Livre (entretien machines à composer). — 15 h. 30, à la « Grille », rue Montmartre, 123.
Maçonnerie-pierre. — 17 h. 30, B. du T., 4e étage. Réunion du conseil.
Métaux (Section des tréfileurs lamineurs). — 20 h., B. du T., réunion du conseil.
Métaux (15, 16 et 17e). — Permanence de 9 h. à 11 h. 30, les 2e et 4e dimanche de chaque mois. L'assemblée générale a lieu le 3e samedi. Prière aux collecteurs d'envoyer au siège de la section 18, rue Cambronne, les noms et adresses des adhérents dont ils perçoivent les cotisations.
Transports et manutentions. — 20 h., B. du T., réunion de contrôle à la permanence.
Jeunesse syndicaliste du Livre. — 20 h. 30, 9, rue de Savoie.
5e Jeunesse syndicaliste. — 20 h., salle Salsac, 6, rue Vanneau. Le Congrès.
15e Jeunesse syndicaliste. — 20 h., rue Cardanne, 18, Le Congrès.
Boulogne-Billancourt (Jeunesse syndicaliste). — 20 h. 30, boulevard de Strasbourg, 125. Compte rendu du congrès.
Levallois (Comité Intersyndical). — Ce soir, 20 heures 30, rue Cavé, 28. Réunion du groupe artistique.
N. B. — Demain, samedi, tous les camarades disponibles, même local, pour réinstaller la scène.

LES COOPERATIVES

U. D. C. (20e Section). — 20 h. 30, rue Dussoubs, 10, réunion de la commission de propagande.
Harmonie l'Union des Coopérateurs. — 20 heures 30, rue de Sambre-et-Meuse, 17. Répétition.
Cercle des Coopérateurs des 17e et 18e. — 20 h. 30, rue des Cloys, 16. Nomination du délégué aux congrès fédéral et national.
Bellevilloise (Patronage laïque). — 20 h. 30, au siège. Conseil.

ANCIENS COMBATTANTS

5e Section. — 20 h. 30, 11, rue Gracieuse.

DIVERS

Comité de défense sociale. — 20 h. 30, salle Chapotot, 5, rue du Château-d'Eau.
Le Comité de défense sociale prie instamment les marins démobilisés, ayant des renseignements précis sur les événements de la mer Noire, de vouloir bien être présents à cette réunion, où des dispositions seront prises pour venir en aide pécuniairement aux familles des victimes.
« Nouvelle tribune ». — 20 h. 30, rue Dupetit-Thouars, 10. Conférence par Salvator Schoff : « La philosophie des bals musettes ».
Socialistes Idistes. — A 21 h., au bar, 170, rue du Temple.

COMMUNICATIONS

LE PARTI

Jeunesses socialistes

Les secrétaires des Jeunesses socialistes qui désirent des cartes de membres adhérents sont priés de passer aujourd'hui, 19 courant, à la permanence, 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, de 17 à 19 heures 30.

3e Section

Dans sa réunion plénière du 17 septembre, la 3e Section a désigné le citoyen Rappoport comme candidat aux élections législatives.

Originaires de la Corse

Le groupe socialiste des originaires de la Corse organise une sortie pour le dimanche 28 courant, dans le bois de Gagny. Départ individuel par le tramway Raincy-Opéra. Rassemblement devant la gare du Raincy, de 9 h. 30 à 10 heures. Se munir de provisions.

20e Section. — Les camarades de la majorité de la Section sont priés de se réunir dimanche matin, salle Ratier, 31, rue Pelleport, à 9 h. du matin. Désignation des candidats aux élections.

LES SYNDICATS

Photographie

Le Syndicat de la Photographie (à l'origine Syndicat des retoucheurs et opérateurs photographes) informe les intéressés qu'il reçoit les adhésions de toutes les spécialités de l'industrie photographique : retoucheurs, opérateurs, opérateurs-retoucheurs, tireurs, agrandisseurs, manipulateurs, repiqueurs, colleurs, etc., etc., au siège, bureaux 22 et 23, 5e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Chez les Terrassiers

Les réunions ont recommencé. Nous allons reformer les sections, de façon à ce que tous les camarades puissent assister à des réunions corporatives sans trop se déranger.

Dimanche 7 septembre, une réunion était organisée à Boulogne et une autre à Nanterre. Les camarades de Nanterre ont assisté à la réunion en assez grand nombre.

Voici l'ordre du jour voté :

« Les camarades de la région Nanterre-Puteaux, réunis pour reformer la section des terrassiers, après avoir entendu les délégués de l'organisation, s'engagent à faire l'action nécessaire dans la région contre les ouvriers qui n'appliquent pas la journée de huit heures. Ils s'engagent à faire l'action nécessaire pour obtenir une amnistie complète et à faire respecter les décisions prises par notre syndicat. »

Clinique dentaire syndicale du XVe

Ouverture de la clinique dentaire, 18, rue Cambronne, le samedi 20 septembre, à 17 h.

Syndiqués et non syndiqués, la clinique vous est ouverte.

Le service dentaire sera assuré les lundi, mercredi, samedi, de 17 à 19 heures.

Maçonnerie-pierre. — Mauvaise foi patronale

Nous avons déjà signalé, à plusieurs reprises, les procédés mensongers employés par certains patrons pour faire échec à nos revendications.

Le fait qui vient de se passer au chantier Leprieur et Froquière, rue de la Procession, à Saint-Ouen, est assez significatif.

Ces messieurs, pour motiver leur refus de fournir les gros outils, ont fait répondre, par leur chef de chantier, que la Chambre syndicale des entrepreneurs de la rue de Lutèce n'avait signé aucun accord à ce sujet.

Le résultat de ce mensonge a été que, sur une dizaine de compagnons, deux seulement ont protesté et son partis.

Nous mettons nos camarades en garde contre de tels procédés en les invitant à continuer l'action sur les chantiers, de façon à obliger ces messieurs à respecter leur signature. — Le secrétaire : J. LACOUQUE.

Congrès des Amicales

Le Congrès de la Fédération des Amicales d'institutrices et d'instituteurs publics de France et des colonies se tiendra à Paris, au Palais de la Mutualité, 325, rue Saint-Martin, les 23 et 24 septembre.

Outre les revendications en cours (traitements, indemnités, retraites, situation des jeunes démobilisés), il porte à son ordre du jour la transformation des Amicales en syndicats.

ANCIENS COMBATTANTS

Comité central

Le Comité central de l'A. R. A. C. a, dans sa réunion du 16 septembre, constitué son bureau de la façon suivante :

Président : Henri Barbusse ; vice-présidents : Dr Jamart, Raymond Lefebvre ; secrétaire général : Fernand Tournay ; secrétaire général adjoint : Gabriel Fargue ; secrétaire technique : Charles Brousse ; secrétaire administratif : Léopold Martin ; secrétaire à la propagande : Marius Hanot ; trésorier général : Gouttenoire de Toury ; trésorière adjointe : Mme veuve Pawillers ; archiviste-bibliothécaire : Georges Bruyère.

Le Comité central a organisé ensuite une commission technique, une commission administrative et une commission de propagande, afin de coordonner l'action des différents services de l'Association.

Les autres membres du Comité central sont : P. Vaillant-Couturier, Henry Torrès, Camille Fabre, Henri Lévi, Le Troquer, Noël Garnier, Bellier, Maranne, Barbasch, Salvago et les veuves Marianne Rauze et Mairey ;

Georges Lévi et Branche, du Rhône ; Chappuis, de la Haute-Savoie ; Bouchilloux, de la Dordogne ; De Rozan, de l'Oise ; Cluzel, des Hautes-Alpes ; Meunier, de l'Isère ; Dandicol, de la Gironde ; Bucau, des Deux-Sèvres ; Salvani, des Bouches-du-Rhône.

Siège du Comité central : 25, rue Turgot, Paris (9e).

17e Section

La 17e Section de l'A. R. A. C., après avoir entendu le camarade Barquissau exposer l'arbitraire dont est victime le camarade Ranaivo Ratiavay, médecin malgache, engagé volontaire, que le gouvernement français, malgré les notes élogieuses données à Ranaivo par ses chefs, refuse de laisser séjourner en France pour y compléter ses études médicales, proteste contre cette ingratitude honteuse vis-à-vis d'un sujet français, engagé volontaire : dénonce au Comité central de l'A. R. A. C., à la presse aussi et au public, l'impérialisme étroit d'un gouvernement qui a prétendu faire la guerre du Droit et de la libre disposition des peuples par eux-mêmes.

Choisy-le-Roi

La section de Choisy-le-Roi de l'A. R. A. C. proteste contre la décision ministérielle interdisant aux familles d'assister à l'exhumation des militaires inhumés en tombes isolées, en vue de leur transfert en cimetières militaires ;

Elle demande à la Fédération de l'A. R. A. C. d'agir énergiquement et rapidement contre cette décision aussi cruelle qu'inconsidérée.

EN PROVINCE

L'action socialiste à Lyon

Sous les auspices de la 3e Section de la Fédération socialiste du Rhône, le camarade Loriot, trésorier du Parti et membre de la commission administrative, fera une conférence samedi, 20 septembre, à 8 heures 30 du soir, à l'Unitaire, salle Emile-Zola, 127-129, rue Boileau.

LES SPECTACLES

Opéra. — Ce soir, 19 septembre, à 7 h. 45, Salammbô.
Comédie-Française. — 8 h. 30, le Duel.
Opéra-Comique. — 8 h., la Fille de Madame Angot.
Odéon. — 8 h. 15, la Mare au Diable.
Trianon-Lyrique. — 8 h. 30, la Traviata.
Variétés. — 8 h. 30, le Marché d'amour.
Gymnase. — 8 h. 30, A bon chat.
Porte-Saint-Martin. — 8 h. 30, les Demi-Vierges.
Théâtre de Paris. — 8 h. 30, Répétition générale de l'Epervier.
Châtelet. — 8 h. 15, le Tour du monde en 80 jours.
Théâtre Edouard-VII. — 8 h. 45, l'Ecole des Satyres.
Théâtre Antoine. — 8 h. 30, la Gamine.
Sarah-Bernhardt. — 8 h. 30, Napoléonette.
Théâtre Michel. — 8 h. 45, l'Ecole des Cocottes.
Bouffes-Parisiens. — 8 h. 45, Phi-Phi.
Renaissance. — 8 h. 30, Chouquette et son as.
Nouvel-Ambigu. — 8 h. 30, la Mariée du régiment.
Ba-Ta-Clan. — 8 h. 30, revue.
Théâtre des Arts. — 8 h. 30, le Temps des cerises.
Empire. — 8 h. 15, le Postillon de Lonjumeau.
Déjazet. — 8 h. 30, le Mariage de Mlle Beulemans.
Nouveau Lyrique. — 8 h. 30, Chaste Suzy.
Théâtre Moncey. — 8 h., Fille mère.
Théâtre Cluny. — 8 h. 30, Tourtelin s'amuse.
Impérial. — Les sept baisers capitaux.
Folies-Bergère. — 8 h. 30, Folies en tête.
Olympia. — Mat. et soir., la Revue d'Eté. Tango.
Concert Mayol. — 8 h., la Revue très chichiteuse.
Casino de Paris. — 8 h. 30, Tout feu... tout flemme!
La Cigale. — 8 h. 30, Merci tout de même.
Gaîté. — 8 h. 30, Pomarol a du cran.
Alcazar. — Matinée et soirée, skating dancing.
Capucines. — 8 h. 45, le Bonheur de ma femme.
Salle Marivaux. — Le Capitaine Grog chez les Fauves ; Son habit ; Haydée, Agda and Co ; la signature du traité de Saint-Germain.
Nouveau-Cirque. — Tous les soirs, attractions.
Cirque Médrano. — Tous les soirs, les meilleurs acrobates.
L'Abri. — Fraîche et joyeuse.
Européen. — 2 h. 30, 8 h. 30, music-hall.
Pathé-Palace. — Les plus beaux films Pathé-Journal.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS — 22e SECTION
LE POPULAIRE est composé en commandite par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Le gérant : MAURICE MAURIN.

Paris, Imp. de la Presse, 16, rue du Croissant. V. SIMART, imprimeur.

15

FEUILLETON du POPULAIRE de PARIS

43

La maison à l'abri

par Marcel MARTINET

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

Des lézardes

L'hiver arrivait avec ses vents aigres, les pluies, la boue. Là-bas, sur les routes battues des bises, dans leurs trous puants, dans ces interminables cheminements des tranchées où s'établissait leur vie, rétrogradée des milliers d'ans où s'était péniblement bâtie la pauvre civilisation humaine, où étaient-ils ? Où en étaient-ils de leur misère ?

Mais en ce temps, dans la maison d'attente, à tous ces foyers désertés où les cœurs des restants avaient froid, dans la maison résignée, courut çà et là une tiédeur et comme un timide réveil d'espoir. Les lettres, leurs lettres arrivèrent. Ils n'étaient donc plus tant retranchés du monde, cette angoisse peut-être prendrait fin, peut-être un jour, bientôt, rentrerait-on dans l'existence, cette ancienne existence dont on n'avait pas su combien elle était heureuse.

D'abord, ce furent les lettres de Michel Dumont qui revinrent, et elles se succédèrent régulièrement. Il ne parlait pas de la guerre et ne se plaignait pas ; de temps en temps seulement une ou deux lignes révélaient sa joie âpre d'avoir réussi à venir là, et de sauver encore de la vie dans le plein enfer de la mort ; d'autres phrases échappées à sa jeune passion laissaient parfois aussi entrevoir l'horreur des spectacles, l'horreur des souffrances. Mais lui, il vivait, et une confiance légère rendait aux siens l'élastique joie de vivre.

Le jeune Pensiot aussi écrivait. Il était à la guerre comme autrefois à son bureau ; il faisait sa besogne sans en considérer la valeur absolue qui regardait d'autres que lui ; il ne s'intéressait qu'aux détails d'exécution qui dépendaient de son service ou s'y appliquaient immédiatement ; et, avec sa ponctualité morne d'employé, son intelligence d'insecte, il s'acquittait de cette besogne sans joie ni tristesse ; peut-être même la capacité d'amusement permise à sa maigre nature était-elle satisfaite plus que jamais il n'aurait pu la rêver, s'il eût jamais rêvé quelque chose. Il était sergent et profitait ainsi d'un minimum d'autorité et de distractions ; par l'entraînement des camarades, le fatalisme inconscient dû à la mort présente, il s'offrait même des divertissements jusque là interdits à sa chair craintive; du seul fait d'avoir été jeté hors de la poussière des cartons, des dossiers et de l'habitude invariable, dans le plein air, le risque et l'imprévisible, il recevait à ce moment le plus large épanouissement de sa vie, et un pâle rayon éclairait jusqu'aux lettres précises et minutieuses que deux ou trois fois par semaine dégustait le père Pensiot.

Le vieux maintenant ne fuyait plus les assauts avec Courbebaisse, à présent il tenait le bon bout, car l'autre l'enviait d'avoir un soldat à la guerre, et lorsque avec son œil rond de vieille poule, mâchouillant les tsetse dans sa moustache roussie, il se mettait à lire une lettre de Léon, le collègue acceptait jusqu'aux commentaires stratégiques, diplomatiques ou moraux dont le vieux assaisonnait sa lecture. Il traînait toujours quelques-unes de ces lettres dans un portefeuille crasseux et on le voyait au bouillon, avec son sourire hébété, en débiter des tranches aux bonnes et aux voisins de table.

Ceux même qui dans la maison ne savaient encore rien des leurs, ne désespéraient plus ; un peu de confiance leur revenait, de la confiance des plus heureux. La petite Chenu avait-elle assez gémi ! Et voici que son mari lui avait été rendu ; un peu blessé, il est vrai ; mais ma foi, par ces temps-ci, une blessure légère, ce n'était pas une si mauvaise chose. Jusqu'à cette Puech qui recevait des nouvelles du sien ! Elle en était ragaillardie ; quand elle rencontrait quelqu'un dans l'escalier, elle ne se collait plus au mur comme une blatte, elle osait regarder les gens, et, pour un peu, elle leur aurait jargonné une petite conversation.

En même temps, Louise avait recommencé à avoir des lettres ; Mme Faiveley, Mme Duret aussi. Le petit père Lecigne, facteur de ce bout de quartier depuis vingt ans, et qui comptait de son côté ses trois garçons et ses deux gendres à la guerre, n'avait plus peur d'entrer dans la maison. Les murs avaient repris de la joie.

Blessure légère... Quel drôle de temps tout de même ! Et encore, si l'on était sûr qu'elle sera légère, la blessure. Jusque dans ces îlots de tiédeur où avait repris la libre vie, les racines de l'angoisse se retrouvaient à chaque instant, comme un chiendent obstiné.

Une claire après-midi de novembre, nette, pure, pas trop froide. Sur le bleu lucide du ciel les ramilles défeuillées des hauts platanes se détachaient avec une précision qui enchantait le regard. Que le monde était beau, même dans la pauvre nature de la cité, en cette journée de fin d'automne ! Cette couleur, cette lumière forte et sobre, la vivacité bienveillante de l'air, tout était sérénité, joie et paix pour les hommes, tout parlait des prochains réveils, de la terre éternelle, de la vie.

Le père Lecigne entra jusqu'au milieu de la loge ; personne ; mais il entendit couler la fontaine de la cour. Mme la pipelette rinçait son linge. Alors, on ne la trouvait donc jamais, cette bourgeoise. Oui, oui, le père Blin ferait pas mal de se presser de revenir, car la patronne devait songer aux amoureux. La Glodine menaçait le vieux pantin avec son cube de savon.

— Rien que le plaisir de vous voir un brin, ma grosse. J'apporte pas lourd aujourd'hui.

Une enveloppe jaune pour M. Dumont. *Ministère des Affaires étrangères.* Ce ministère-là, allons, c'était pas le mauvais. Grand Dieu merci, il n'y avait pas encore eu de ces commissions-là dans l'immeuble, comme déjà dans tant des maisons d'alentour. Est-ce qu'on savait ! On échapperait peut-être. Il semblait à la bonne femme qu'elle avait là-dedans sa part de responsabilité et d'honneur professionnel. Elle avait posé l'enveloppe sur sa commode et poursuivait sa petite méditation. Vieux brigand de père Lecigne, c'était déjà bien trop quand il restait des jours sans rien donner. Mais ce brave papa Dumont, le voilà justement qui descendait, avec sa demoiselle. Elle courut derrière eux.

— Il n'y en a que pour vous, aujourd'hui, m'sieu Dumont. Ce matin deux lettres de M. Michel. Vous ne vous plaindrez pas, cette fois.

Ni cette fois, ni jamais. Toujours jeune, toujours allègre, il aurait donné confiance à la veine, le vieux Savoyard.

— Tiens, un mot de Godard.

Un ancien camarade, qui avait mal tourné, comme il plaisantait lorsqu'ils se rencontraient, chef de bureau aux Affaires étrangères.

— Regarde ce ciel, cette couleur ! Est-ce assez pur, assez chaud ! Digne de nos montagnes. Il n'y a que ce sale Paris pour nous faire de ces belles surprises.

Il ne se pressait pas de lire la lettre, tout doucement décachetait l'enveloppe, dépliait le papier.

Alors il s'arrêta court. Claire marchait à quelques pas en avant de lui.

Cette chose ! Ah ! tenir cette chose en lui, pour lui seul, souffrir seul, il ne pouvait pas, le vieil enfant. Claire ! Il appela d'une voix oppressée. Claire ! Et puis mieux valait qu'elle sût.

Elle allait librement, sensible à ce beau jour, sans inquiétude. Elle se retourna, vit le visage empourpré de son père.

Claire ! Georges est prisonnier. Blessé.

(*A suivre.*)